Sous la direction de

Laurence AUBRY | Béatrice TURPIN

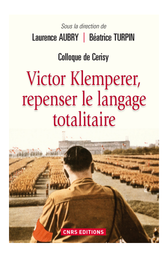
Colloque de Cerisy

Victor Klemperer, repenser le langage totalitaire



CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



L'écrivain et philologue Victor Klemperer (1881-1960) a le premier recensé au quotidien dans son journal les manipulations opérées sur la langue allemande par le régime nazi : abondance d'abréviations donnant le sentiment d'appartenir à un groupe d'initiés, profusion de termes techniques mécanisant l'homme, tendance à décrire la société en termes organiques. Alors que certains régimes continuent à tordre le langage pour les besoins de leur idéologie, il devenait urgent de redécouvrir l'œuvre de Klemperer. C'est à cette entreprise que s'est consacré le colloque de Cerisy.

Linguistes, sociologues, psychanalystes, anthropologues, confrontent ici l'œuvre de Klemperer à d'autres pensées politiques et explorent, de l'Italie de Mussolini aux dictatures d'Amérique du Sud en passant par les régimes de la Corée du Nord, les caractéristiques de cette langue qui appelle au meurtre et à l'anéantissement de toute altérité. C'est un langage mort, figé, altéré dans sa capacité de signifier, de dire le différent que découvrent ces enquêtes sur divers types de régimes de coercition et de terreur, ainsi que sur les manifestations discursives de leur violence inouïe.

Une relecture de l'histoire des régimes totalitaires dans le sillage de l'auteur de la *Langue du IIIe Reich*.

Béatrice TURPIN est maître de conférences à l'université de Cergy-Pontoise. Ses recherches portent sur la linguistique générale, la lexicologie et l'analyse des discours sociaux, médiatiques ou politiques.

Laurence AUBRY est maître de conférences à l'université de Perpignan. Ses recherches portent sur la question du style en littérature et en psychanalyse.

Victor Klemperer

Sous la direction
de Laurence Aubry et Béatrice Turpin

Victor Klemperer

Repenser le langage totalitaire

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Cet ouvrage recueille les actes du colloque Victor Klemperer organisé et publié avec le soutien des universités de Paris IV-Sorbonne (équipe Sens, Texte, Informatique, Histoire, école doctorale Concepts et langages) et de Cergy-Pontoise (Centre de recherche Textes et Francophonies, pôle Langage, Société, Communication, Didactique).

ISBN : 978-2-271-07584-0

Sommaire

Troisième partie
Aliénation du sujet et mise en scène

Quatrième partie
Stratégies discursives et faits de langue

Cinquième partie
Résistances

Introduction

Penser le langage totalitaire aujourd'hui

Champ théorique

Les ouvrages sur le totalitarisme sont nombreux, qui essayent de l'analyser d'un point de vue historique, sociologique ou bien philosophique, s'interrogeant sur le fait, ses caractéristiques et les pays ou régimes qui en relèvent. Plus rares sont les études qui l'abordent du point de vue du langage et des mécanismes d'influence mis en œuvre. Parmi les auteurs qui se sont penchés sur le totalitarisme et ses langages, le présent volume privilégie trois références. L'expression *langage totalitaire* est empruntée aux livres de Jean-Pierre Faye [1], où le syntagme désigne au pluriel le *champ de langage* de certains récits qui produisent l'histoire en plaçant au centre de leur narration le mot-clé *totalitaire*. *Les* langages totalitaires nous mettent ainsi sous les yeux « la plus dangereuse des expérimentations sur le rapport entre le langage et l'action, entre le changement de forme et la transformation matérielle [2] ». Avec le pluriel, l'auteur vise une combinatoire née de l'entrecroisement de discours, de langages émis et propagés. Le passage au singulier oriente la réflexion vers la question des invariants qui définiraient *le* langage totalitaire, ainsi que leur mise en débat.

Quels traits seraient communs à *n'importe quel* langage totalitaire, *le* langage recouvrant alors d'une façon générique les distinctions selon les époques, les espaces, les contextes sociopolitiques, linguistiques et culturels ? Quelle serait alors la spécificité *du* langage totalitaire, par opposition à d'autres langages, éventuellement proches, et qu'il faudrait situer. Ainsi Jean-Pierre Faye mentionne-t-il l'apparition, en 1990, d'un *autre langage meurtrier* : le nouveau discours de l'intégrisme est-il *un* langage totalitaire ?

Les auteurs de cet ouvrage ont en commun d'interroger le langage ou de penser, à partir d'un fait de langue ou d'une expérience de parole, une réalité qui l'excède. Les différents horizons disciplinaires d'où ils s'expriment soulignent assez le danger de l'aporie ou de la dispersion inhérent à cette démarche. Mieux encore que cette expression, *le langage totalitaire* – d'ailleurs souvent passé au crible de la critique dans les chapitres qui suivent –, la personne, le

---

1. Le tout premier, en 1972, était une thèse : *Langages totalitaires* (Paris, Hermann).
2. J.-P. Faye (1972), *Introduction aux langages totalitaires*, Paris, Hermann, 2003, p. 102.

livre et les mots de Victor Klemperer dans son journal nous ont donné l'assurance d'une convergence. En un juste retour, *LTI, la langue du IIIe Reich* nous a aussi été un *balancier*...

Notre propos ne sélectionnait pas certains régimes définis *a priori* comme *totalitaires*, cependant que la question du *langage totalitaire* et de ses champs ramène régulièrement au *totalitarisme*. De ce phénomène, Hannah Arendt propose un éclairage philosophique et politique essentiel, quand bien même il peut et mérite sans doute d'être lui aussi passé au tamis d'une herméneutique. Distinct des autres formes du pouvoir absolu – dictature, tyrannie, etc. –, le *totalitarisme* serait « international dans son organisation, universel dans sa visée idéologique, et planétaire dans ses aspirations politiques [3] ». H. Arendt souligne en particulier sa corrélation avec l'émergence de la *masse* comme « chaos d'intérêts individuels » indifférenciés, à la fois support (la masse endoctrinée) et cible (la masse exterminée) de la visée totalitaire. En 1951, dans la première édition des *Origines du totalitarisme*, elle note l'apparition de *mouvements* totalitaires dans l'Europe de l'après-guerre mais limite son analyse à deux *gouvernements* totalitaires parvenus à s'établir solidement : la Russie de Staline en 1929 et l'Allemagne de Hitler en 1933. Cependant, dans la préface de 1971 au 3e volume, *Le Système totalitaire*, elle distingue un autre « authentique gouvernement totalitaire » communiste en train de se développer, « quoique dans des formes différentes, en Chine [4] ». Pour ce qui a trait au langage, elle note un écart intéressant entre le mot et la chose : « Mussolini lui-même, qui aimait tant l'expression d'"État totalitaire", n'essaya pas d'établir un régime complètement totalitaire et se contenta de la dictature et du parti unique [5]. » En continuité et dissonance avec elle, Jean-Pierre Faye précise que « l'État qui a fondé le parti bolchevique ne s'est nommé à aucun moment *totalitaire* », alors que c'est dans l'Italie fasciste et prononcé par Mussolini que le signifiant *État totalitaire* aurait surgi dans le langage et été pour la première fois assumé comme tel [6].

Au-delà des oscillations et des contradictions éventuelles entre les perspectives adoptées ici, privilégiant tantôt le linguistique, tantôt les discours, tantôt la structure, tantôt l'histoire, un examen des *formes* et des *effets* du langage totalitaire suppose de se demander dans quelle mesure il serait ou non le fait des seuls *totalitarismes*, pour peu que l'on puisse les définir. Faut-il dès lors entendre cet adjectif, *totalitaire*, dans un sens réservé et restreint, ou est-il légitime au contraire de l'ouvrir pour penser cet écart ?

---

3. H. Arendt (1972), *Les Origines du totalitarisme, 3. Le Système totalitaire*, Paris, Seuil/Gallimard, 2002, p. 13 (note 3).

4. *Ibid.*, p. 14.

5. *Ibid.*, p. 42.

6. J.-P. Faye, *Introduction aux langages totalitaires*, *op. cit.*, p. 153.

Si *du* langage totalitaire ou des formes de langage totalitaire se font jour en dehors du totalitarisme politique, Hannah Arendt nous offre quelques repères quand elle distingue différents degrés de totalitarisme, dont la nature est aussi modifiée, en fonction de la temporalité. Il existe pour elle une opposition entre deux langages : l'un trahit un mouvement totalitaire œuvrant dans un monde non totalitaire – essentiellement un langage de propagande –, l'autre est propre à un gouvernement totalitaire institué – il se dédouble entre une langue de l'endoctrinement et une langue de la terreur. Tournée vers les exécutants, la première crée une néo-réalité : ainsi du mot *ennemi objectif* rendant obsolète celui d'*opposant*. La seconde langue privilégie la masse et s'accomplit dans les camps d'extermination : elle vise la destruction du sens, de la pensée dans le mouvement de la langue et de ses transformations, où le meurtre se préparait déjà en secret – la propagande, dans les camps nazis, tombe sous le coup d'une interdiction prononcée par Himmler. Notre hypothèse, en préalable à cet ouvrage, sera que le point de jonction entre ces deux langues pourrait être l'orientation *totalisante* de certains langages où l'autre, l'interlocuteur, peut à tout moment devenir l'*ennemi objectif*.

Enjeux

Nos trois auteurs de référence, V. Klemperer, H. Arendt et J.-P. Faye, se retrouvent sur quelques points, qui permettent de caractériser *a minima* notre objet, le langage totalitaire, et d'esquisser les premiers enjeux des analyses qui vont suivre. Dans toute entreprise totalitaire dont le but est la métamorphose de l'humain, le langage joue un rôle majeur. Aussi est-ce la raison pour laquelle la démarche de Victor Klemperer a pu nous servir d'emblème. À partir de la scrutation des moindres faits et détails du discours quotidien, le philologue persécuté par les nazis recense les *transformations* et les *métamorphoses* de la langue que reprendra plus tard Jean-Pierre Faye. Il nomme en particulier les effets pragmatiques de domination de *la langue du vainqueur*, dont l'abréviation LTI n'est rien d'autre que le sigle ironique. Son livre est une *réflexion* au double sens d'un reflet – qui, comme un miroir, montre et donne forme – et d'une critique – qui démonte le processus totalitaire à l'œuvre dans la langue et par la langue. En cela *LTI, la langue du IIIe Reich*, à la différence de la « *lingua tertio imperii* », fut *poétique* dans le sens que Roman Jakobson donne à ce mot.

Dans ces langues totalitaires, dont la LTI est un exemple, la fiction prend le pas sur la réalité, jusqu'à prétendre la recréer totalement. Ces langues « nous font toucher de la main la jointure du langage et de l'action réelle [7] », puisque la

7. *Ibid.*, p. 75.

propagande totalitaire tend à la réalisation de « tout ce qu'elle avance [8] ». Ainsi le langage totalitaire entretient un rapport singulier avec la catégorie du performatif. La définition d'un groupe (ici les juifs ou les déviationnistes) comme « inadaptés », « incurables », ou « classe moribonde », et l'annonce prophétique de l'extinction à venir de ce groupe en « style totalitaire » sont, pour ses meilleurs décrypteurs, l'expression de la volonté d'extermination de ce groupe de la part du chef, et l'annonce de sa liquidation effective [9].

Servant un projet de transformation de l'homme de l'intérieur, le langage totalitaire est si étroitement lié à cet objectif, avoué ou non, qu'il s'en distingue difficilement : le but et le moyen, en lui, comme en une langue poétique, se confondent. Victor Klemperer montre ce changement à l'œuvre dans et par la LTI et jusqu'en lui-même, mais la tient à distance par l'écriture [10]. H. Arendt, elle aussi, insiste sur la « très réelle tentative totalitaire de dessaisir l'homme de sa nature sous prétexte de changer celle-ci [11] ». Selon elle, ces expériences abjectes menées dans les camps et les laboratoires nazis n'auraient pas réussi à changer la nature humaine ; mais elles sont parvenues en revanche à montrer que l'homme peut être détruit totalement, jusqu'à l'effacement des traces de son existence.

Si le totalitarisme échoue dans son entreprise démiurgique de métamorphose, mais s'accomplit, peut-être malgré lui et à ses dépens, dans la néantisation, qu'en est-il du langage, le *propre de l'homme* ? La domination totalitaire semble porter les germes de sa propre destruction nous dit Hannah Arendt [12], et Jean-Pierre Faye livre une des clefs de ce processus d'auto-anéantissement lorsqu'il décrit un IIIe Reich « embouteillé dans ses langages [13] ». Cependant, la langue qu'évoque Victor Klemperer est aussi une langue qui se meurt. Jour par jour, chapitre après chapitre, il nous fait assister à l'effondrement de sa structure, à l'explosion imminente de son système, miné de l'intérieur par une LTI qui progressivement la corrompt et la dénature, jusqu'à l'assimiler :

> Tout nageait dans la même sauce brune, et par cette homogénéité absolue de la langue écrite s'expliquait aussi l'uniformité de la parole. (*LTI*, p. 36)

---

8. H. Arendt, *Les Origines du totalitarisme, 3. Le Système totalitaire*, *op. cit.*, p. 125.
9. *Ibid.*, p. 125, voir aussi p. 104.
10. *LTI*, p. 359.
11. H. Arendt, *La Nature du totalitarisme*, Paris, Payot & Rivages, 2006, p. 45.
12. *Ibid.*, p. 277.
13. J.-P. Faye, *Introduction aux langages totalitaires*, *op. cit.*, p. 7.

Antidotes ?

Selon Hannah Arendt, la « renaissance riche et rapide des arts, même clandestins, au même titre que les procès des opposants, même à huis clos » serait le tout premier signe du déclin d'un totalitarisme [14]. À rebours, le *totalitaire* ne se limite pas à interdire ou à sanctionner, mais veut abolir, exterminer toute altérité, jusqu'à son moindre signe.

L'« art comme avènement d'une altérité qui échappe, et lieu de l'invisibilité de l'énigme, ne peut être que l'objet d'une haine qui, sous le fanatisme nazi, appela aux désignations infamantes d'"art dégénéré [15]". » Sous la plume de Ghislain Lévy, cela s'entend en écho avec le « décret décisif » signé par Hitler le 1er septembre 1939. Le jour où la guerre éclata, ce décret « déclencha tous les meurtres de masse qui suivirent [...] Il concernait non seulement les aliénés (comme on le croit souvent), mais tous les incurables. Les fous ne furent que les premiers à être liquidés [16]. »

Cependant, face à la volonté politique, énoncée et agie par la langue, d'empêcher l'autre de penser, il reste possible de dénoncer « tous les "totalitarismes" fondés sur la glorification de "l'un" et le refus de la diversité », nous dit Sylvie Pariset. Elle propose comme défi au XXIe siècle un nouveau *Babel*, où la réactualisation du mythe par renversement d'écriture – et non corruption de langue – serait confiée à la littérature d'aujourd'hui [17]. On savait bien déjà, depuis *1984* de Georges Orwell [18], comme la dénonciation des langues totalitaires pouvait être assumée aussi par le récit littéraire.

Et qu'en est-il au-delà du roman, en tant que « lieu où s'effectue l'alchimie des formes d'un texte source [19] » ? D'autres formes d'art, par exemple la poésie mais aussi le *poétique* comme modalité du langage – à l'œuvre aussi dans le cinéma, la photographie, la peinture, peut-être même la musique... –, seraient-elles aussi et davantage à même de faire l'éloge de la pluralité, et un chant du deuil de la « ténébreuse et profonde unité » ? Contre n'importe quel langage totalitaire, ainsi que le rappelle un poète : « Les langues sont poétiques en cela que plusieurs [20]. »

---

14. H. Arendt, *Les Origines du totalitarisme, 3. Le Système totalitaire*, *op cit.*, p. 28.

15. G. Lévy, *L'Ivresse du pire*, Paris, Campagne Première, 2010, p. 138.

16. H. Arendt, *Les Origines du totalitarisme, 3. Le Système totalitaire*, *op. cit.*, p. 101 (note 19).

17. S. Pariset, *Le Défi de Babel. Un mythe littéraire pour le XXIe siècle*, Desjonquères, 2001, p. 17. Il s'agit des actes d'un colloque qui s'est tenu à l'université Paris-X – Nanterre, le 24-25 mars 2000.

18. G. Orwell, (1948), *1984*, Gallimard, 1950.

19. S. Pariset, *op. cit.*, p. 19.

20. Jean-Michel Maulpoix, cité par S. Pariset, *ibid.*, p. 12.

En s'appuyant sur la réflexion de Klemperer et en tentant de la prolonger, cet ouvrage a donc pour projet d'interroger dans une perspective interdisciplinaire le rôle du langage dans les régimes de coercition, la place qu'y tiennent la rhétorique et la manipulation, et de voir comment une idéologie totalitaire peut s'infiltrer de manière contraignante dans les consciences.

Les intervenants appartiennent à des disciplines diverses (sciences de la communication, linguistique, sémiotique, psychanalyse, sociologie, anthropologie, philosophie, littérature). Le but était de croiser les approches, chacune d'elles permettant d'éclairer différemment un objet constitué en commun, objet dont nous avions posé au préalable l'appellation au début de colloque : le « langage totalitaire », appellation déjà prise dans un réseau discursif qu'il s'agissait de démêler.

Nous laissons au lecteur le soin de parcourir ces pages et de découvrir, dans le croisement des discours, les traits de cette langue totalitaire que l'ouvrage tente de cerner. Ce livre se veut également un appel à la vigilance, à la distance critique, à l'écoute, au refus de l'Un[21] – autre nom du Total.

Laurence Aubry – Béatrice Turpin

21. Et de ses déclinaisons.

Première partie

Genèse, circulation et définition d’un concept

Langages totalitaires, la crise, la guerre

Jean-Pierre Faye

> « *Beaucoup ont mis l'accent sur le caractère étrangement informe (*shaplesness*) du gouvernement totalitaire.* »
>
> Hannah Arendt

En guise de prologue, je soulignerai une évidence préliminaire : la question du « langage totalitaire » s'ouvre sur l'urgence de s'interroger sur le mot « totalitaire » lui-même – sur son point d'apparition notamment. Il rejoint alors bien des champs de langages décisifs.

Celui qui en a noté les empreintes au jour le jour, sur son terrain du quotidien, fut Victor Klemperer.

Le 12 décembre 1941 il écrit dans son journal, qu'il intitulera plus tard *Mes soldats de papier*, la note suivante :

« LTI poussée jusqu'à l'absurde... »

Nous savons que la LTI, *lingua tertii imperii*, langue du IIIe Reich, est cette notation générale sous laquelle il la recueille – c'est la langue nazie elle-même, là où elle est poussée jusqu'à l'absurde de la fureur et de la cruauté dans la bêtise.

Le 12 décembre de l'an 41, l'année la plus grave et la plus décisive du déchaînement cruel, il s'agit du discours de Hitler prononcé la veille : « Hier, 11 décembre 1941, l'Allemagne déclare la guerre aux États-Unis. Nous ne l'avons appris précisément que tôt ce matin (dans la cave à charbon...). »

Écoutons cette « LTI poussée jusqu'à l'absurde ». Voici en quels termes le Führer annonce sa propre déclaration de guerre aux États-Unis, entraînée par l'offensive japonaise sur Pearl Harbour qui s'est déchaînée le 6 décembre 41 : « C'est le Juif dans toute la bassesse satanique de son être qui s'est rallié autour de cet homme » – Roosevelt : l'homme qui précisément va vaincre le Reich hitlérien et en libérer l'Europe.

La notation de la *lingua tertii imperii* aura le dernier mot sur cet « Empire » qui aura provoqué successivement les deux superpuissances du siècle. Leurs blindés vont se rencontrer à Berlin, aux moments mêmes où le promoteur de ce Reich est incinéré dans les caves de la Chancellerie à Berlin – dans ce même palais où le hasard a fait que fut créé, en 1808, le spectacle initial du *Faust* de Goethe.

Est-ce cela le langage totalitaire ? Sans doute est-ce son paroxysme, qui va conduire le personnage infâme à son propre écrasement mais aussi à celui de plus de cinquante millions de victimes, en comptant les retentissements symétriques en Extrême-Orient.

Mais pour *entendre* exactement ce langage et son effet, il faut remonter à ses sources nombreuses – et précisément à celle qui au départ a contribué à lui conférer le pouvoir de *produire* le meurtre de masse à une échelle inconnue jusque-là dans l'histoire.

Ces « sources » de son pouvoir remontent précisément à l'apparition de ce mot « totalitaire » lui-même. Mais il faut préciser que cette apparition s'est produite *quatre* fois, de façon distincte :

– Le terme surgit d'abord, aspect très oublié, dans la langue italienne, sous le nom précis de « *Stato totalitario* » : l'adjectif utilisé dans une improvisation du Duce dès octobre 1925 sera intégré dans la *Dottrina del fascismo* en 1930 par l'idéologue néohégélien Gentile.

– Il resurgit dans la langue allemande avec les termes modifiés du « *totale Staat* », définis par le juriste Carl Schmitt ; et consacrés par un discours du Führer en octobre 1933.

– Il fait une apparition durable en langue espagnole dans l'État franquiste par les statuts, les « Points », « *los Puntos* », de la Phalange, signés par son fondateur, José Antonio Primo de Rivera, en 1934 ; et de là, en référence au « Nouvel État totalitaire », dans le « Discours d'unification » de la Phalange et des carlistes, en 1937, où il est fait référence aux « autres pays totalitaires » ; puis dans un discours du Caudillo et dans le texte fondateur de la « Charte du travail », le Fuero del Trabajo, en 1938.

– Il apparaît, comme un marqueur politique de langue française, en juillet 1940, dans un discours de Pierre Laval en vue d'instituer le « chef de l'État » qui sera substitué au président de la République et au président du Conseil de la IIIe République.

Un fait, une donne se trouve souvent oubliée : le terme surgit pour la première fois en langue italienne à une date très précise : le 10 juin 1925. C'est la date anniversaire de l'assassinat du leader socialiste-démocratique Matteotti par un ou plusieurs membres des escouades, « *squadri* », du parti fasciste au pouvoir, le 10 juin de l'an 1924. La position de Mussolini est d'abord de se réfugier dans la légalité : les auteurs du crime seront recherchés... Mais les

« consuls » de cette milice fasciste organisent une seconde marche sur Rome, pour faire savoir à leur Duce qu'ils n'accepteront pas d'être désavoués par lui, s'il laisse se déployer contre eux une enquête criminelle. Dès lors, le 3 janvier 1925, le pouvoir mussolinien déclare : « Si le fascisme a été une association de malfaiteurs, moi je suis le chef de cette association de malfaiteurs... » – dans les trois jours suivants, le ministère de l'Intérieur annonce la saisie des journaux de l'opposition, cent onze arrestations, six cent cinquante perquisitions à domicile. Déjà la *mise à sac* des appartements, chez les personnalités clés de l'opposition, est une pratique de la montée au pouvoir fasciste. Elle sera reprise en 1936, à la veille du coup d'État militaire franquiste, en Espagne...

Mais le 10 juin 1925 est prononcé par Mussolini le discours décisif, dans le théâtre de l'Augusteo construit par-dessus la tombe de l'empereur Auguste – tombe qui sera ensuite mise à nu, dans l'état où elle se trouve aujourd'hui. Ce *Discorso all'Augusteo*, comme il sera nommé plus tard dans la légende et l'histoire, est l'acte de naissance du langage totalitaire. Et, bientôt, de « l'État totalitaire », lui-même devenu « concept » officiel vers 1930.

Il culmine dans une phrase singulière : « Ce que l'on a appelé notre féroce volonté totalitaire sera poursuivi avec encore plus de férocité... » – « *Quella metà che vide definitiva la nostra feroce volontà totalitaria sarà perseguita con ancore maggiore ferocia...* » Littéralement : « Ce but que considère [comme] définitif notre féroce volonté totalitaire sera poursuivi avec encore plus de férocité... » D'autres versions suivront : « Ce but que [considère comme] défini (*definita*) notre féroce volonté totalitaire... » Il est ironique de constater que la traduction française des Œuvres complètes du Duce va tenter d'adoucir la « férocité » mussolinienne en la transformant en « farouche volonté ».

Mais où est l'État dans tout cela ? Dès le lendemain du discours, le journal du Partito fascista *Avanti*, fondé par Mussolini, associe l'État au mot « totalitaire » dans son commentaire : « Le discours à l'Augusteo a été le discours de l'intransigeance. Le fascisme ne transige pas et ne fait pas de halte... il reprend la marche de la révolution, décidé à la conquête pleine, totalitaire, inexorable de tous les pouvoirs de l'État » – « *alla conquista plena, totalitaria de tutti le potere dello Stato* » [1]. Les deux termes vont bientôt se joindre en forme de concept politique.

En 1930, dans l'article de l'*Enciclopedia fascista* dirigée par Giovanni Gentile, va apparaître « *lo Stato totalitario* »... « Tout dans l'État, rien hors de l'État... » « En ce sens le fascisme est totalitaire – et l'État fasciste, synthèse et unité de toute valeur, développe et accroît toute la vie du peuple. » Telle est la définition officielle que donne et amplifie la *Dottrina del Fascismo*, qui va engendrer d'autres mots de même mouture : la *totalitarietà* du pouvoir d'État, son effet *totalitaristico*... La « *Dottrina* » est signée par Mussolini, mais écrite

---

1. Mussolini, *Œuvres et discours*, Flammarion 1930, tome VI, p. 102.

par Gentile, l'auteur du *Manifesto degli intelletuali fascisti*, répliquant au *Manifeste des intellectuels antifascistes* de son ancien maître Benedetto Croce. L'opposition de Croce et de Gentile déploie sur la scène politique des années 1920 celle qui se jouera plus secrètement en Allemagne, dans la décennie suivante, entre Husserl et Heidegger. D'un côté Husserl, l'auteur de la *Krisis – La Crise de l'humanité européenne et la philosophie*, prononcée à Vienne le 10 mai 1935 et publiée à Belgrade, face à l'auteur de la *Profession de foi en Adolf Hitler et l'État national-socialiste*, la *Bekenntnis zu Adolf Hitler und dem nationalsozialistischen Staat* du 11 novembre 1933. Le débat s'achève en Italie avec l'assassinat de Gentile par un partisan italien, durant la guerre mondiale.

Avec Gentile, aujourd'hui oublié, le langage totalitaire surgit, se déploie et reçoit sa consécration « philosophique ». Celui de la *Profession de foi en Adolf Hitler et l'État national-socialiste* est curieusement passé inaperçu, bien que cette dernière soit accompagnée de bien d'autres manifestations. Ainsi, le 21 février 1934 : « Toute science est politique, politique en ce sens que le savoir en toute question, en toute réponse se fonde sur le peuple... Cela au sens qui se fonde sur la parole du Führer : la *Führung* pour le peuple, le peuple pour la *Führung*. » Cette affirmation de la « *toute science* » (*Vollwissenschaft*) est le cri même du langage totalitaire.

*   *
*

L'invasion de ce langage dans la langue allemande s'annonce durant les derniers jours de la république de Weimar en proie à la crise économique mondiale de 1929. Et ce langage en effet est un *langage de crise*. Il gonfle un minuscule parti politique représenté au Reichstag par douze députés. Dès 1930, le nombre de sièges qui le représentent a presque décuplé. En fin 1932, il s'empare des représentants de la grande industrie et du monde financier. Et pourtant, aux mêmes moments, ses SA au brassard rouge marqué d'une croix gammée soutiennent la grève des tramways berlinois, lancée par le Front Rouge dont les membres portent également un brassard rouge, mais privé de l'ornement « gammé », la *Hakenkreuz*, la « croix crochet », censée représenter la pureté de la prétendue race aryenne qu'avaient évoquée les fantasmes de Gobineau dans les années 1850.

Dans les mêmes temps, Hitler lui-même fait savoir aux représentants de la grande industrie qu'il a de la peine à « tenir ses troupes » et qu'il leur faut prendre une prompte décision.

L'événement crucial, aux mêmes moments, sous une forme plus discrète que dans l'événement italien, mais plus dangereusement efficace, sera la conférence du juriste Carl Schmitt devant l'assemblée de l'association « Pour la

défense des intérêts communs de Rhénanie et Westphalie », dite « l'Association au Long Nom », la Langname Verein...

L'assemblée est présidée par un certain Fritz Spingorum, qui était en 1920 le mécène le plus actif de l'*Antibolschewistische Liga* : celle-ci avait recueilli beaucoup de fonds financiers, mais pour un résultat électoral nul de deux députés...

Or précisément la conférence du 23 novembre 1932 s'intitule « Économie saine dans un État fort », « *Gesunde Wirtschaft im starken Staat* ». Elle culmine dans la proposition suivante : en vue d'une économie saine, cet « État fort » sera « total au sens de la qualité et de l'énergie » – « à la façon dont l'État italien se nomme lui-même un *Stato totalitario* ».

Ainsi la référence à la formule italienne désignant l'État du parti unique, culminant dans le pouvoir d'un seul homme à la tête de ce parti, indique sans le nommer celui à qui doit être remis ce pouvoir : le Mussolini allemand se nomme Hitler. La formule nouvelle sera « l'État total », le *totale Staat*, désormais l'équivalent allemand du *Stato totalitario*.

La conférence de Carl Schmitt devant la Langname Verein a pour effet rapide le passage du nom de Fritz Springorum et, avec lui, de trente-cinq des plus hauts dignitaires de la grande industrie et de la finance allemande dans la liste des signataires de la requête ou supplique adressée au président du Reich, Hindenburg, afin qu'il fasse appel au « chef du grand mouvement » – et ce sera chose faite et signée par décret le 30 janvier 1933. Schmitt le soulignera en février de l'an 33 dans la republication de la conférence de novembre 32 : « Maintenant l'on a compris soudain la formule agissante et éclairante de l'État total. »

La conférence de novembre 32 ajoutait : « par quoi l'on veut entendre que les nouveaux moyens de puissance appartiennent exclusivement à l'État et à l'accroissement de sa puissance ». Telle est la formule des *Mitteilungen des Langname Verein*, ces « Communications de l'Association au Long Nom » qui malgré leur désignation grotesque vont avoir un impact si fort sur les grands chefs de la grande industrie : à partir de cette date, Krupp lui-même entre en scène et signe l'*Eingabe*, la requête adressée à Hindenburg, avec les trente-cinq à sa suite.

En février 33, dans l'*Europäische Revue* de Karl Anton Prinz Rohan reparaît la conférence de Schmitt, sous une forme augmentée. Dans cette *Revue européenne* du prince Rohan, descendant des ducs de Bretagne et, latéralement, des cardinaux de Strasbourg, et davantage encore, de Wallenstein, héros de la guerre de Trente Ans, l'esprit « européen » qui régnait jusqu'alors est submergé par le raz de marée de l'État total. Il s'y ajoute des propositions supplémentaires : « Derrière la formule de l'État total se cache la connaissance juste du fait que l'État d'aujourd'hui possède de nouveaux moyens de puissance et des possibilités d'une monstrueuse intensité. » Intensité « dont nous

ne soupçonnons qu'à peine la portée et les conséquences dans l'action, parce que notre vocabulaire et notre imagination plongent encore profondément dans le XIXe siècle ». Ainsi les « moyens de puissance » ne suffisent pas à eux seuls : « En rapport avec l'État total seule peut servir une Révolution également totale. » Là « *notre vocabulaire et notre imagination* » vont fusionner avec ce qui va naître comme langage de la prétendue « *Révolution totale* ». Celle-ci va être une donne du langage de Goebbels, devenu le ministre du langage – du langage totalitaire à son paroxysme.

Révolution totale ? Celle-ci pourtant descend en droite ligne du « putsch de Kapp » de mars 1920, quand les corps francs aux casques peints de croix gammées surgissent du *Baltikum*, de la Baltique. Là où ils avaient tenté en 1919, sur les décombres de l'empire russe, de conserver une « Baltique allemande », celle des chevaliers Teutoniques et Porte-Glaive. Eux qui pour trois jours s'emparent de Berlin, d'où ils seront chassés par la grève générale triomphante. Ce putsch s'annonce pourtant comme la *Gegenrevolution*, la « contre-révolution » affirmée et victorieuse. Mais après sa déconfiture finale, dès la semaine suivante, l'hebdomadaire de Moeller van den Bruck, *Gewissen* – « Conscience » – va en gros titres annoncer en première page : « Nous devons gagner la Révolution. »

Un certain Adolf Hitler est accouru, trop tard, pour prendre conseil auprès de Moeller, et il se met à son service comme « le Tambour » de ladite révolution. La mutation des langages, d'une extrême droite conservatrice casquée de croix gammées en annonciateurs d'une « révolution », va s'opérer soudain. Moeller laisse, avant de se tuer en 1925, un livre intitulé *Le IIIe Reich* – où il dénonce une France « négrifiée », *vernegert*, notation que les traducteurs français prendront soin de censurer, et que les futurs préfaciers exaltés venus de l'Action Française auront sans doute ignorée.

La transformation narrative travaille ces vocabulaires et les charge de contenus contradictoires. Ainsi a surgi la « révolution conservatrice », prônée par le conservateur révolutionnaire Moeller van den Bruck. Son ex-tambour s'annoncera en 1936 auprès des Hitler Jugend comme « le révolutionnaire le plus conservateur du monde », *der konservativste Revolutionär der Welt*. À celui-là le pouvoir total a donc été donné, entre autres détonateurs, mais de façon centrale, par une conférence sur le *totale Staat*, ce supplément doctrinal du *Stato totalitario*.

Telle est la « révolution totale » que Schmitt annonce en février 33, après avoir contribué plus que tout autre à la convoquer, en la dotant de « l'État total » et de la « monstrueuse intensité » de ses moyens.

La formule de l'État total a pour lui changé de sens depuis l'année 1931 où elle signifiait un gouvernement qui s'appuierait davantage sur le pouvoir d'arbitrage du président du Reich par la possibilité que la constitution de Weimar lui confère de légiférer par ordonnances. Mais, dès la conférence du

23 novembre 1932, elle désigne déjà autre chose : la solution mussolinienne du *Stato totalitario*. Or dans les mêmes jours, le duo von Papen chancelier et von Schleicher ministre de l'Armée va imploser. Le second chasse le premier et prend sa place, tout en lui laissant le privilège humiliant, mais redoutable, d'habiter encore, comme vice-chancelier, la chancellerie du Reich – le lieu où fut joué le *Faust* de Goethe, à la veille du congrès d'Erfurt tenu par Napoléon avec le tzar... En ce lieu, un moment hors pouvoir, Papen destitué et oisif va découvrir son nouveau pouvoir : celui de converser avec son tout proche voisin, Hindenburg, le président du Reich, lui qui possède le pouvoir de nommer chancelier du Reich celui qui aux dernières élections présidentielles avait été son adversaire : Adolf Hitler.

Aux mêmes moments, la conférence de Carl Schmitt sur le *totale Staat* a donc pour effet d'accroître le nombre de signataires provenant de la grande industrie. Jusque-là, seuls Thyssen et Vögler ont pris position expressément pour le parti hitlérien. Maintenant, le président de la Langname Verein, Springorum, prend donc lui-même parti, parmi les trente-cinq signataires de la supplique décisive adressée à Hindenburg. La « formule agissante » du *totale Staat* a produit son effet.

* *
*

Ainsi le rapport entre l'action réelle et l'effet de langage va se renverser.

Les termes de la *volontà totalitaria* et du *Stato totalitario* venaient « accomplir » dans le langage ce qui s'était d'abord déroulé dans l'action de la risible, mais effective, « marche sur Rome » des *squadri* fascistes, en 1922. À la suite de laquelle le roi d'Italie, effrayé, nommait président du Conseil le promoteur de la « Marche », Mussolini.

À l'inverse, à Berlin, en amont de l'action réelle, c'est la « formule agissante » du *totale Staat* qui va *mettre en acte* un nouveau réel du pouvoir, en le chargeant d'avance des marques de la violence la plus réelle – par la seule référence au *Stato totalitario* précisément et, par récurrence, à la *feroce volontà totalitaria*. Qui pourtant semblera plus tard illusoire, en comparaison de ce qui se prépare dans la « formule agissante » du *totale Staat*. Par quoi le droit à la « férocité » du Duce se trouve accordé au nouveau chancelier du Reich. Qui pourra dès l'année suivante se transformer en *Führer des Reiches* : ce « chef d'Empire » qui va gouverner l'Allemagne et bientôt l'Europe presque entière durant douze ans sur un mode atrocement « total ». Émetteur à chaque instant de la LTI, la *langue du IIIe Reich* dont Klemperer se fait le bénévole greffier et commentateur ironique.

Le rapport du réel au récit, de l'événement et de sa formule est donc curieusement inverse dans la relation entre le *Stato totalitario* du fascisme

italien et le *totale Staat* dont Hitler va reprendre la formule à Carl Schmitt – mais une fois seulement, comme pour s'acquitter d'une dette, au congrès des Juristes tenu à Leipzig, le 3 octobre 1933, en présence de Schmitt lui-même.

Or cette formulation du *totale Staat* est l'enfant d'une bibliographie, elle survient chez Carl Schmitt dans *Der Hüter der Verfassung* dès 1931, « Le Gardien de la Constitution », qui proposait ce qu'allait être en décembre 1932 le bref gouvernement de von Schleicher : un « *Präsidialkabinett* », un cabinet présidial gouvernant par ordonnances en vertu du pouvoir conféré au président du Reich par l'article 48 de la constitution. Elle revient dans *Legalität und Legitimität*, qui va distinguer la « totalité par faiblesse », là où la crise économique conduit l'État à étatiser les grandes entreprises en faillite, et la « totalité par force », cette *Totalität aus Stärke* dont il s'agira de fonder la légitimité au cours de la séance de l'Union au Long Nom.

Ainsi l'on va du réel au récit, pour le *Stato totalitario*. Mais on ira du récit idéologique au réel politique le plus dur, le plus lourd, pour le *totale Staat*. Cette double circulation inversée entre réalités et langages nous introduit dans les connexions et les réseaux qui relient le réel et le symbolique dans les mouvements de l'histoire.

Mais ces réseaux sont en contradiction avec eux-mêmes. Le *Stato totalitario* surgit de l'improvisation oratoire à partir d'un meurtre bien réel, pour devenir la « Doctrine » officielle de l'État fasciste italien. Le *totale Staat* est élaboré comme la doctrine d'un juriste de l'université de Berlin, pour n'être accueilli qu'une seule fois dans le discours effectif du régime qu'il va fonder, par le *Wortschatz*, le « trésor de langage » de son Führer, et très paradoxalement dans un congrès des Juristes ouvert en octobre 1933 et présidé par le maire de Leipzig, Goerdeler – celui qui sera le chef clandestin du complot antihitlérien du 20 juillet 1944, et qui aurait pris la place de Hitler comme chancelier si la bombe avait explosé du bon côté. La formule du *totale Staat* y tient en deux lignes : « L'État total ne tolérera aucune distinction entre droit et morale. » *Der totale Staat wird keine Unterschied dulden zwischen Recht und Moral...*

Cette formulation hitlérienne est citée au moins une fois par Hannah Arendt dans son grand livre initiateur, *The Origins of Totalitarianism*. Mais curieusement il semble qu'elle n'ait pas perçu que la formule est empruntée à Carl Schmitt, qu'elle présentera davantage comme un simple commentateur des événements, et non comme la source même de leur dangereuse et sanglante « légitimité ». Et que son énoncé lui-même est relié à la formule italienne du *Stato totalitario*. Ainsi pourra-t-elle affirmer, comme bien d'autres, que le fascisme italien n'était pas totalitaire, mais simplement autoritaire... Sans doute la différence dans le mode d'emploi de la cruauté fut immense. Mais ce qui importe, c'est de percevoir le *procès* qui va mettre celle-là au pouvoir, à des degrés différents, et pourtant dans un processus commun de légitimation insensée.